



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Sous la direction d'**Éric Denécé** et **Benoît Léthenet**

RENSEIGNEMENT ET ESPIONNAGE DU PREMIER EMPIRE À L'AFFAIRE DREYFUS

(XIX^e siècle)



Préface du **Général Michel Masson**
Ancien directeur du Renseignement militaire (DRM)



L'ÉVOLUTION DU RENSEIGNEMENT EN EUROPE AU COURS DU XIX^e SIÈCLE

Éric Denécé

Depuis la proclamation de la I^{re} République, la France est entrée en guerre contre le reste de l'Europe et ses armées multiplient les victoires. Dans leur sillage, les idéaux révolutionnaires se diffusent aux États voisins (Italie, Belgique, Pays-Bas et Suisse) et de nouveaux principes politiques s'y imposent. Bien que Bonaparte mette un terme à la Révolution par le coup d'État du 18 brumaire (1799), les relations avec les autres puissances européennes continuent de se dégrader sous le Consulat puis l'Empire (1804). Le Royaume-Uni, la Prusse, l'Autriche, la Russie se coalisent contre la France et son empereur, plongeant l'Europe dans d'interminables guerres.

Renseignement militaire et guerre secrète sous l'Empire

Ainsi, de 1792 à 1815 une intense guerre de l'ombre oppose la France aux autres États européens. Dans leur lutte contre le gouvernement révolutionnaire puis l'Empire, les « services » de la couronne britannique – et à moindre degré de l'Autriche et de la Russie – s'appuient sur les émigrés réfugiés sur leur sol et sur les réseaux royalistes en France, dont les chefs sont à Londres. Rapidement, cette guerre secrète devient essentiellement franco-anglaise, car l'Autriche et la Prusse sont vaincues et contraintes de s'allier à Napoléon. Dans leur lutte contre l'empereur, les services de renseignement britanniques reçoivent l'appui des réseaux d'information du banquier Rotschild, qui leur apportent une aide très efficace pour déstabiliser l'Empire. En retour, Napoléon n'hésite pas à exploiter les réseaux irlandais pour se renseigner et accroître la pression sur l'Angleterre.

Le renseignement français sous Napoléon

Sous son règne, Napoléon donna une grande impulsion aux activités de renseignement. Il y eut recours de façon régulière, pour préparer ses opérations militaires, développer l'industrie ou assurer la sécurité intérieure de l'Empire.

Bien qu'il n'ait quasiment rien écrit sur le sujet, Napoléon était convaincu de l'importance du renseignement. Il estimait « *qu'un espion bien placé vaut vingt mille combattants* ». L'Empereur déclara un jour au maréchal Soult, qu'il considérait comme l'un des meilleurs tacticiens d'Europe : « *Croyez-moi, en examinant les résultats des campagnes, on constate que ni la bravoure de l'infanterie, ni celle de la cavalerie ou de l'artillerie n'ont décidé d'un aussi grand nombre de batailles que cette arme maudite et invisible des espions.* »

C'est au cours de la campagne d'Italie (1796-1797) que Bonaparte prend conscience de l'importance du renseignement. En 1798, il écrit à Berthier, au sujet des interrogatoires de prisonniers afin de recueillir des renseignements :

« L'usage barbare de faire bâtonner les gens prévenus d'avoir des secrets importants à révéler doit être aboli. Il a été reconnu de tout temps que cette manière d'interroger les hommes en les mettant à la torture, ne produit aucun bien. Les malheureux disent tout ce qui leur vient à la tête et tout ce qu'ils voient qu'on désire savoir. En conséquence, le général en chef défend d'employer un moyen que réprouvent la raison et l'humanité¹ ».

L'importance du renseignement est alors reconnue dans l'armée, ainsi qu'en témoigne l'adjudant-général Paul Thiébault (1769-1846) – adjoint de Masséna pendant la campagne d'Italie – dans son *Manuel des adjudants-généraux et des adjoints employés dans les États-majors divisionnaires dans les armées²* :

« Il faut avoir assez d'espions pour qu'il y en ait toujours en campagne. Leur choix est difficile, parce qu'il importe qu'ils soient sûrs, pris parmi des hommes de même opinion, qui ne se connaissent pas, de peur qu'ils ne puissent s'entendre, et concerter leurs réponses.

Une précaution sage est de les choisir parmi les hommes qui ont le plus à se plaindre du parti contre lequel on les emploie; on ne doit rien négliger pour les intéresser à la cause qu'ils servent. Pour les exciter à bien servir, on leur donne un petit salaire, lorsqu'ils n'apprennent rien

1. Lettre du général Bonaparte au général Berthier, 11 novembre 1798, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Fayard, 2004.
2. Magimel, Paris, An VIII (1800).

d'intéressant, et de fortes récompenses quand ils apportent des avis importants, et que ces derniers sont vérifiés.

(...) On doit attacher les ambitieux par la promesse de ce qui les flatte, ceux qui sont timides par des menaces, ceux qui aiment l'argent par des récompenses pécuniaires. On peut encore s'assurer provisoirement des biens et des familles de ceux qui en ont. Il faut enfin savoir profiter de toutes les faiblesses que l'on peut découvrir en eux, et se bien persuader que sans cela, on n'aura aucune autorité réelle sur eux, et qu'on en obtiendra aucun renseignement, si l'on ne fait agir à propos la crainte et l'espérance. »

Au cours de nombreuses campagnes de l'Empire, Napoléon fait un usage permanent du renseignement. L'Empereur veut tout savoir de ses ennemis et de ses futurs théâtres d'opération.

« Pour déterminer sa politique, arrêter sa stratégie, il désirait connaître l'état d'esprit régnant dans les pays étrangers, les courants politiques dans les cours comme dans les milieux du commerce et dans la population, la situation de l'économie et des finances, et bien sûr, leur potentiel militaire¹ ».

Grand lecteur, il prépare chaque campagne par une série de lectures historiques et géographiques et sollicite des rapports de son réseau diplomatique. Avidé de renseignements opérationnels, il exige de ses « services » une connaissance précise et détaillée des itinéraires, de l'état des routes et des passages à gué, ainsi que des moyens de transport et des vivres qu'il pourrait acquérir en chemin. De la qualité de ces renseignements dépend souvent le choix du lieu où l'Empereur livrera bataille. Après seulement qu'il a toute l'information, il s'en remet à son intuition.

« Napoléon, chef d'État et chef de Guerre, avait un impérieux besoin de cette pré-connaissance pour conduire son action et innombrables furent ses demandes dans tous les domaines. IL avait une soif inépuisable de savoir, réclamant à tous et surtout des renseignements que son étonnante mémoire et sa formidable puissance de travail lui permettaient de retenir facilement² ».

1. Alain Montarras, *Le Général Bonaparte et le renseignement*, éditions SPM, Paris, 2014, p. 10.
2. André Palluel, *Le Dictionnaire de l'Empereur*, Plon, Paris, 1969.

Au plus haut niveau, le Grand quartier général, placé sous le commandement du maréchal Berthier, pilote la recherche des informations, leur centralisation et l'analyse du renseignement. Il est appuyé par le cabinet topographique de l'Empereur, ses ingénieurs-géographes et ses officiers du Génie chargés de dresser les cartes des opérations. Par ailleurs, les interceptions des courriers étrangers sont nombreuses, œuvre d'un cabinet noir composé d'une multitude de décrypteurs, techniciens, linguistes, spécialistes des « coutumes étrangères », placés sous l'autorité directe du directeur général des Postes, Antoine de Lavalette¹.

Sur le terrain, les commandants de corps d'armée disposent d'un bureau « renseignement ». Un officier supérieur y est chargé de la « partie secrète » et des reconnaissances. Les fiches concernant les armées étrangères sont conservées jusqu'au niveau du bataillon et quotidiennement mises à jour pendant les campagnes. Chaque nouvelle campagne militaire nécessite la mise en place d'un nouveau dispositif de renseignement. Des unités de cavalerie légère sont envoyées reconnaître les avant-postes ennemis. Elles mènent aussi des coups de mains dans les agglomérations pour saisir le courrier en partance. Parfois déguisés en paysans ou en vivandiers infiltrés dans le grouillement des populations qui accompagnaient les armées de cette époque, des généraux tels que Murat et Bertrand ne jugent pas indignes de remplir des missions de renseignement.

En 1805, un bureau pour l'interrogatoire des prisonniers et des populations autochtones est institué, fournissant des informations intéressantes². Nombre de ses agents sont des professionnels et il semble que les services français aient développé des techniques sophistiquées pour l'époque³. Des informateurs ponctuels – paysans, notables et voyageurs de commerce – sont ainsi recrutés dans la population, d'autant plus facilement que l'armée française incarne pour beaucoup un espoir de libération. Cette démarche produit d'excellents résultats lors des guerres de la Révolution et du début de l'Empire. Mais avec le temps, le recrutement d'agents locaux devient difficile. Au cours de la guerre d'Espagne (1807-1814), il est quasiment impossible.

La pièce maîtresse du renseignement de Napoléon se dénomme Charles-Louis Schulmeister, un habile contrebandier alsacien, recruté par un chef d'escadron de la gendarmerie plein d'avenir, Savary, futur ministre de la Police. En 1796, à l'occasion de la campagne d'Allemagne, sa connaissance du Rhin et de ses gués, comme sa maîtrise de la langue allemande et son don pour l'espionnage, font de Schulmeister une recrue de choix. En quelques années, il développe son activité et ses réseaux dans le monde germanique au profit de

1. Douglas Porch, *Histoire des services secrets français*, Tome 1, Albin Michel, 1997, p. 22.

2. *Ibid.*, p. 27.

3. *Idem.*

l'Empire, disposant d'agents jusqu'en Autriche et en Hongrie. Il conduit de remarquables opérations de pénétration et d'intoxication sous identité d'emprunt. Ainsi, le 12 octobre 1805, il est aux côtés du maréchal Mack dans la citadelle d'Ulm. Le commandant en chef autrichien le présente à ses officiers comme son agent d'espionnage le plus digne de confiance, car il lui avait maintes fois rapporté des informations très exactes sur les Français ! Au service de Mack, Schulmeister mêle dans ses rapports vrais documents issus de l'état-major général français et éléments de pure invention. L'objectif que lui a donné Napoléon est de fixer les Autrichiens dans Vienne, pendant que les troupes françaises les encerclent, ce qu'il parvient à faire. Parallèlement, il obtient un sauf-conduit lui permettant de voyager librement au cœur des lignes autrichiennes, ce qui lui permet de transmettre ses renseignements, vrais cette fois, au maréchal Murat. Les renseignements qu'il y recueille contribuent à la victoire de Napoléon à Austerlitz, mais également à sa notoriété et à sa richesse. Pendant l'occupation de Vienne, Schulmeister est nommé commissaire spécial de police, puis retourne à Strasbourg, la paix revenue. Il reprend du service à Erfurt, en 1808, puis de nouveau à Vienne, en 1809, où c'est lui qui interroge Frederich Staps, l'homme qui a tenté de poignarder Napoléon.

Toutefois, lors de la préparation de la campagne de Russie (1812), Napoléon se trouve dépourvu d'agents. Pourtant, cette opération était un projet qu'il envisageait depuis longtemps. En effet, en décembre 1800, Bonaparte, alors Premier consul, écrivait à Talleyrand, déjà ministre des Relations extérieures :

« Je désirerais, Citoyen Ministre, que vous fissiez faire des recherches dans vos cartons et rédiger un mémoire :

1° Sur les finances de la Russie, comprenant la quotité et la nature de ses revenus, de sa dette et des dépenses ;

2° Sur ses forces de terre ; la manière dont se fait le recrutement ; l'organisation de ses régiments d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie ; les noms desdits régiments ; le nombre et les noms des généraux ; la nature du calibre de leurs canons ; leurs arsenaux ;

3° Sur ses forces de mer ; les noms de tous les vaisseaux de guerre ;

4° Le nom de toutes les villes ayant plus de 10,000 habitants de population. Si vous ne trouviez pas de renseignements dans vos archives et qu'ils ne peuvent vous être donnés par les Français ayant voyagé en Russie, vous pourrez les demander aux principaux officiers russes qui sont en France¹ ».

1. Correspondance, Paris, 1^{er} décembre 1800. Au citoyen Talleyrand (<https://www.napoleon-histoire.com/correspondance-de-napoleon-decembre-1800/>).

Douze ans plus tard, il semble que ces renseignements n'ont pas été actualisés. L'Empereur confie alors au Bureau de la statistique extérieure du ministère des Relations extérieures la tâche de monter à la hâte un réseau d'espionnage. En effet, parallèlement, aux militaires, ce ministère dispose d'attributions en matière de renseignement à l'étranger. Sous l'impulsion de Talleyrand, les ambassadeurs et les représentants consulaires constituent des réseaux de renseignement dans leur pays de résidence afin de connaître l'état d'esprit des populations, les intrigues des dirigeants, la situation économique et le potentiel militaire des pays étrangers. Le Bureau de la statistique extérieure est chargé de synthétiser toutes les informations recueillies.

Toutefois, le réseau d'espionnage sur la Russie mis en place dans l'urgence ne se révèle pas à la hauteur des attentes de l'empereur. Mais, déterminé à donner une leçon au tsar Nicolas II, Napoléon déclenche malgré tout son opération en dépit de renseignements relatifs au climat, à l'état d'esprit des populations ou à la psychologie de ses adversaires, qui auraient dû l'inciter à la prudence¹.

Sur le plan politique, l'empereur ne limite pas l'action de ses « services » à l'Europe et l'étend à l'Amérique. Après avoir placé, en 1808, son frère Joseph sur le trône d'Espagne, il espère un moment s'approprier l'Amérique latine que gouvernent des vice-rois espagnols. Ceux-ci ayant refusé de reconnaître Joseph, il tente de dresser contre eux Créoles et Indiens. Il organise dans ce but un réseau qui fonctionne à partir de 1809. Son chef, un certain José Desmolard, recrute de nombreux agents français qui, sous couverture des professions de commerçant, marin ou cuisinier – et dotés de passeports américains – opèrent à partir de Mexico, de La Nouvelle-Orléans et de la Californie. Desmolard n'ayant jamais obtenu que des résultats médiocres, il est remplacé par Jacques Athanase d'Amblimont qui mène une lutte souterraine et acharnée contre Luis de Onís, le représentant de la junte espagnole en Amérique. D'Amblimont réussit une opération que l'on peut considérer comme un chef-d'œuvre d'action politique : le déclenchement de l'insurrection qui, en 1811, est bien près de chasser les Espagnols du Mexique. Malgré l'échec de l'opération, les menées françaises se poursuivent jusqu'en 1815, notamment au Venezuela et au Chili, date à laquelle, avec la chute de l'Empire, elles cessent tout à fait².

Parallèlement à ses campagnes militaires, l'empereur accorde également toute son attention au renseignement économique. Sa Société pour l'encouragement mutuel doit être considérée à la fois comme l'héritière des pratiques instituées

1. D. Porch, *op. cit.*, p. 30.

2. Jean-Pierre Alem, *L'Espionnage. Histoires et méthodes*, Lavauzelle, Paris, 1987, p. 229.

par Colbert et l'ancêtre des démarches modernes d'intelligence économique. Napoléon y a recours de façon régulière, pour développer l'industrie.

Le renseignement intérieur est également particulièrement actif sous l'Empire, car de nombreux complots se trament contre l'Empereur. Ainsi, la surveillance de l'opposition et le contre-espionnage se développent. De 1799 à 1810, Fouché, ministre de la Police, met en place une organisation implacable de lutte contre les complots. Deux divisions spécialisées, l'une chargée de la police secrète, l'autre de la surveillance des étrangers, sont instaurées au sein du ministère. Il construit un réseau d'indicateurs rémunérés – domestiques, prostituées, colporteurs, tenanciers de maisons de jeu, anciens bagnards à l'image de Vidocq – infiltrés dans tous les milieux. C'est un système de surveillance et de délation à grande échelle qui est ainsi instauré. On prête au ministre de la Police le propos suivant : « *Partout où trois personnes ou plus sont en train de parler, une d'entre elles est un de mes informateurs* ». D'après la légende, il aurait même rétribué Joséphine pour qu'elle le renseigne sur Napoléon... De plus Fouché est autorisé à entretenir des agents à l'étranger, afin d'infiltrer les milieux émigrés, ce qui en fait sur ce point, un concurrent de Talleyrand.

Dans ses circulaires aux préfets chargés de surveiller l'esprit public et de veiller à la sûreté générale, le ministre de la Police donne des directives qui contribuent à professionnaliser la pratique du renseignement. La distinction entre l'instance qui recueille les données et celle qui les évalue et les analyse se met en place :

« Je ne demande et ne veux connaître que des faits recueillis avec soin, présentés avec exactitude et simplicité, développés avec tous les détails qui peuvent en faire sentir les conséquences, en indiquer les rapports, en faciliter le rapprochement. Vous remarquerez, toutefois, que resserrée dans d'étroites limites, votre surveillance ne peut juger l'importance des faits qu'elle observe. Tel événement, peu remarquable en apparence, dans la sphère d'un département, peut avoir un grand intérêt dans l'ordre général, par ses liaisons avec des analogies que vous n'avez pu connaître; c'est pourquoi je ne dois rien ignorer de ce qui se passe d'extraordinaire ou selon le cours habituel des choses¹ ».

Mais la haute police de Napoléon n'est pas concentrée dans les seules mains de Fouché. Le maréchal Moncey, inspecteur général de la Gendarmerie à partir de 1801, se mêle lui aussi de contre-espionnage. Les douanes jouent également un rôle actif, pour la surveillance des côtes, essentiellement pour lutter contre

1. Hélène L'Heuillet, *Basse politique, haute police*, Fayard, Paris, 2001, p. 34.

la contrebande, afin de faire respecter le blocus continental contre le commerce anglais.

Néanmoins, en dépit de l'importance qu'il accorde au renseignement, l'empereur se garde bien de mettre sur pied un service unique, préférant la coexistence de plusieurs organismes. L'Empire voit ainsi la cohabitation d'une demi-douzaine de structures chargées du renseignement extérieur et autant de polices secrètes. Cette multiplicité de « services » pose problème, provoque des rivalités et entraîne parfois leur paralysie. Il arrive même qu'un agent travaille pour plusieurs services. Comme il n'existe aucun organe de coordination, chacun développe ses propres réseaux à l'insu des autres.

La volonté de neutraliser les actions secrètes des puissances ennemies donne par ailleurs lieu à des opérations clandestines. Le 20 octobre 1804, sur ordre de Bonaparte, une centaine de soldats français débarquèrent sur la côte prussienne. Conduits par l'adjudant-commandant Maison, ils avaient pour mission d'enlever Sir Rumbold, l'ambassadeur britannique à Hambourg, responsable de nombreuses opérations d'espionnage et de subversion en France, et de saisir ses papiers; ce qu'ils firent au cours de la nuit du 24 au 25 octobre. Cette opération permit de démanteler l'ensemble du dispositif d'espionnage anglais en France et en Europe du Nord. Bernadotte, qui supervisa ce coup de main, rapporta peu après à Fouché que, dans cette opération, le commandant Maison avait été secondé par un certain Steck, ancien officier français arrivant de Hanovre, qui s'était déjà chargé d'une action similaire. N'oublions pas en effet que l'enlèvement du duc d'Enghien fut une opération spéciale réalisée sous le Consulat. En cette occasion, Bonaparte avait ordonné au général Ordener de se rendre sur les bords du Rhin avec 300 hommes – dragons, pontonniers et gendarmes – de franchir le fleuve à Rheinau, de marcher sur Ettenheim et d'y enlever le duc. L'opération fut un succès.

Rappelons enfin que l'empereur est également parfaitement conscient de l'impact de l'action psychologique, à laquelle il recourt régulièrement, tant pour tromper l'ennemi – déclarant que « *Quatre gazettes font plus de mal que 100 000 soldats en campagne* » – que pour maintenir le moral de ses troupes.

L'action des services anglais

Ainsi, la guerre secrète fit rage pendant tout le règne de Napoléon. Dans les combats souterrains, les « services » de l'empereur eurent à affronter les Russes et les Autrichiens, mais les adversaires les plus redoutés de la France furent les Anglais¹. Selon certaines sources, dès la campagne d'Égypte (1798),

1. J.-P. Alem, *op. cit.* p. 251.